

# **EXHIBIT K**

IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT  
FOR THE SOUTHERN DISTRICT OF TEXAS  
HOUSTON DIVISION

FG HEMISPHERE ASSOCIATES, L.L.C. v.

Plaintiff

x  
REPUBLICUE DU CONGO

Defendant

and

CMS OIL AND GAS COMPANY et al.

Putative Garnishees

CIVIL ACTION No. H-02-4261

FILED UNDER SEAL

**DECLARATION OF BENOIT DE LA FOUCARDIERE**

I, Benoit de la Foucardiere, declare:

1. My name is Benoit de la Foucardiere. I am currently the operations manager of CMS Nomeco Congo Inc. I have personal knowledge concerning the facts set out in this declaration.

2. On December 28, 2004, I was acting as deputy general manager in connection with the operation of the Marine 1 permit in the Congo. Christian Sage, who is the regular general manager in the Congo, was on vacation, and I was carrying out his responsibilities on that day. On instructions from Maryse Bernard, I had previously given instructions to the staff of the floating storage unit Conkouati that no delivery of oil was to be made to SNPC.

3. At approximately 1 p.m. on December 28, 2004, a court representative and two representatives of SNPC arrived at the offices of CMS Nomeco Congo in Pointe Noire and showed me papers issued by a court that required that I attend a proceeding that afternoon in the Court in Pointe Noire. A copy of the papers delivered to me are attached hereto as Exhibit 1. I attempted to have a lawyer in Pointe Noire attend the hearing with me but was unsuccessful. I attended the hearing, and the judge decided that CMS Nomeco Congo Inc. was required to deliver the oil that was the subject of the oil lifting that had been scheduled for the week of December 27.

4. The SNPC dominated vessel had given the notice of readiness for lifting early in the morning of December 28 but in accordance with the instructions from Maryse Bernard I had refused to allow the lifting to commence. In the late afternoon of December 28, I received instructions

**EXHIBIT K**

366

from Maryse Bernard (who was in Brazzaville, the Congo and had received a copy of the orders issued by the Court) that I should give instructions to the Conkouati to proceed with the delivery of 550,000 barrels of oil to SNPC. I did so, and the lifting commenced at 6:00 p.m. on December 28, 2004. SNPC took a lifting of 550,022 barrels of oil.

5. I was not aware that the Congo and SNPC were planning to obtain Congolese court orders in connection with the December 2004 oil lifting until the court representative and SNPC representatives arrived at our offices on the afternoon of December 28, 2004. I had no advance warning that I would be required to attend court proceedings that day.

6. I declare under penalty of perjury, under the laws of the United States of America, that the foregoing statements are true and correct.

EXECUTED on the 14th day of February, 2005, in Pointe Noire, Republic of Congo

  
Bertrand de la Fouchebrière

**COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE  
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE POINTE-NOIRE**

**REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès**

**NOTIFICATION DE L'ORDONNANCE  
(Article 40 à 42 du C.P.C.C.F)**

L'an deux mil quatre .....  
..... *E.T le 28 Décembre*

A la requête de ..... *La C* .....  
Et en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, en date du ..... *28/12/04* .....  
Rendue à la suite d'une requête à lui présentée le ..... *28/12/04* .....  
Desquelles requête, copie et ordonnance sont remises en temps que celles de présentes ;

J'ai ..... *SAMINOU Jean-Baptiste* ..... Greffier près le  
Tribunal de Céans, y demeurant soussigné ;

**NOTIFIE OU ETANT ET PARLANT** *dit Benoit de la FOUCARDIERE*

Qui a reçu et visé l'original du présent acte ;

A comparaître devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire à l'audience civile qui sera tenue au Palais de Justice dans la salle ordinaire des audiences

Le ..... *28/12/04* ..... à ..... *15* ..... heures.....

Précises pour entendre statuer sur les mérites de la requête dont s'agit ;

**A CE QU'IL N'EN IGNORE**

Je lui ai, étant et parlant comme dessus, laissé copie tant des présentes que de la requête et de l'ordonnance dont le coût est de **TROIS MILLE FRANCS CFA** (3.000).

*Le Greffier Principal*

**EXHIBIT 1**

*Maitre  
SAMINOU Jean-Baptiste  
Greffier en chef.*

COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE  
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE POINTE-NOIRE

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès

GREFFE-CIVIL

ROLE CIVIL N° \_\_\_\_\_ /  
REPERTOIRE N° \_\_\_\_\_ /  
DU \_\_\_\_\_ /

ORDONNANCE FIXANT LA DATE D'AUDIENCE  
(Article 33)

Nous ..... *Norbert ELENGA* ..... Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire  
MAGISTRAT ..... REPUBLIQUE DU CONGO, MINISTERE DES HYDROCARBURES DEPARTEMENT  
Vu la requête de Mr, Mme ou Mlle ..... *RE KOUZLOU* .....  
Profession ..... Domicilié (e) à .....  
Nationalité ..... et les pièces qui y sont jointes.

Fixons au *28/12/04* à *13* heures, la date à laquelle sera appelée l'affaire  
au lieu ordinaire de nos audiences aux fins de statuer sur les mérites de ladite requête.

Disons que Mr, Mme ou Mlle ..... *CMS NOMECCO INC CONGO* .....  
Profession ..... Domicilié (e) .....  
Devra produire ses moyens de défenses au Greffe huit (8) jours au plus tard avant l'audience.

Mandons le Greffier du Tribunal de Céans à l'effet de notifier la présente ORDONNANCE aux  
parties accompagnées en ce qui concerne la partie défenderesse, d'une copie de la requête  
introductive d'instance et de la liste des pièces déposées par le requérant.

Fait à Pointe-Noire, le *28. DECEMBRE. 2004* .....

*Norbert ELENGA*  
MAGISTRAT

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
République du Congo  
DE POINTE-NOIRE  
Le Président

## La République du Congo

## **Requête en référé d'heure à heure**

A

**Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire,  
statuant en matière de référez**

Pour :

**La République du Congo, Ministère des Hydrocarbures,  
agissant aux diligences de son représentant légal ;**

## Contre

## la Société NOMEKO

## Exposé des faits

La République du Congo a l'honneur de vous exposer que se prévalant de ce qu'elle a été saisie par les créanciers américains de l'Etat congolais, la société NOMECO qui devait lui livrer une cargaison de 550 000 barils de pétrole, refuse de s'exécuter au motif que cette cargaison fait l'objet d'une saisie suivant la décision du Tribunal de l'Etat de Texas du 17 septembre 2004, rendant possible la saisie attributive de la dite cargaison.

Or une décision de justice rendue par une juridiction étrangère, même en présence de la renonciation par le débiteur de son immunité de juridiction et d'exécution ne peut pas s'exécuter de plein droit en territoire étranger qu'elle doit, pour recevoir exécution, être soumise à la procédure d'exéquaturée telle que prévue par l'article 299 du code de procédure civile, commerciale administrative et financière selon lequel : « sauf conventions diplomatiques contraires, les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers publics ou ministériels étrangers ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire congolais qu'après avoir été déclarés exécutoires par une juridiction congolaise qui aurais été compétente « *ratione materiae* » pour en connaître».

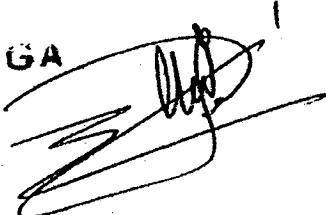
Qu'en l'espèce et sans qu'il soit nécessaire de débattre du bien fondé ou non de l'action en saisie des créanciers d'origine américaine, il y a lieu de relever que la décision sur laquelle se fonde la Société NOMEKO n'a jamais été exéquaturée et, pire, les tribunaux congolais ne sont pas encore saisis d'une demande en ce sens ; qu'il convient donc, la question de l'enlèvement de la cargaison détenue par NOMEKO étant urgente et comportant un péril certain, d'ordonner sur minute que la société NOMEKO livre à tout opérateur que lui désignera la SNPC la dite cargaison.

En conséquence de ce qui précède, la République du Congo vous prie, par décision de référé d'heures en heures :

- 1- constater que les tribunaux congolais ne sont saisis d'aucune décision rendue par une juridiction étrangère et portant saisie d'une cargaison d'hydrocarbures appartenant soit à la SNPC soit à l'Etat congolais ;
- 2- dire qu'aucune décision étrangère d'une juridiction ne peut s'exécuter sur le territoire congolais sans avoir été préalablement exéquaturées par les cours et tribunaux congolais ;
- 3- qu'en conséquence, ordonner à la société NOMEKO de livrer sans délais à tout opérateur que lui désignera la SNPC, toutes les quantités d'hydrocarbures lui appartenant et détenus par elle en vertu de leur contrat de partenariat,

pour respectueuse requête.

Pour Le ministre des  
Hydrocarbures  
Le directeur départemental  
des Hydrocarbures au  
Kouilou  
Pascal ELENGA



**COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE  
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE POINTE-NOIRE**

**REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès**

**NOTIFICATION DE L'ORDONNANCE  
(Article 40 à 42 du C.P.C.C.F)**

L'an deux mil quatre .....  
..... Eté de l'an 2004.....

A la requête de ... la S.N.P.C .....

Et en vertu d'une ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire, en date du 28/12/04 .....

Rendue à la suite d'une requête à lui présentée le 28/12/04 .....

Desquelles requête, copie et ordonnance sont remises en temps que celles de présentes ;

J'ai ..... SAMINOU Jean-Baptiste ..... Greffier près le  
Tribunal de Céans, y demeurant soussigné ;

**NOTIFIE OU ETANT ET PARLANT** *Benoit de l'OUEDHOUERE*

Qui a reçu et visé l'original du présent acte ;

A comparaître devant le Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire à l'audience civile qui sera tenue au Palais de Justice dans la salle ordinaire des audiences

Le 28/12/04 à 13 heures .....

Précises pour entendre statuer sur les mérites de la requête dont s'agit ;

**A CE QU'IL N'EN IGNORE**

Je lui ai, étant et parlant comme dessus, laissé copie tant des présentes que de la requête et de l'ordonnance dont le coût est de **TROIS MILLE FRANCS CFA (3.000)**.

*Le Greffier Principal*  
Maitre  
SAMINOU Jean-Baptiste  
Greffier en chef.

**COUR D'APPEL DE POINTE-NOIRE  
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE  
DE POINTE-NOIRE**

**GREFFE-CIVIL**

**ROLE CIVIL N°** \_\_\_\_\_ /  
**REPERTOIRE N°** \_\_\_\_\_ /  
**DU** \_\_\_\_\_ /

**REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité\*Travail\*Progrès**

**ORDONNANCE FIXANT LA DATE D'AUDIENCE  
(Article 33)**

**Norbert ELENGA  
MAGISTRAT**

Nous ..... Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire  
Vu la requête de Mr, Mme ou Mlle ... LA B. N. P. C. ... B. P. B. P. R. ....  
Profession ..... Domicilié (e) à ..... POINTE-NOIRE  
Nationalité ..... et les pièces qui y sont jointes.

Fixons au 28/12/04 à 13 heures, la date à laquelle sera appelée l'affaire  
au lieu ordinaire de nos audiences aux fins de statuer sur les mérites de ladite requête.

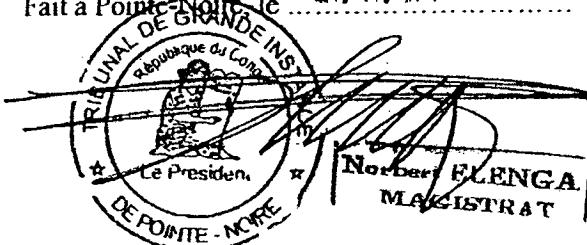
Disons que Mr, Mme ou Mlle ..... SOC. IETE NOM/DEV

Profession ..... Domicilié (e) ..... POINTE-NOIRE

Devra produire ses moyens de défenses au Greffe huit (8) jours au plus tard avant l'audience.

Mandons le Greffier du Tribunal de Céans à l'effet de notifier la présente ORDONNANCE aux  
parties accompagnées en ce qui concerne la partie défenderesse, d'une copie de la requête  
introductive d'instance et de la liste des pièces déposées par le requérant.

Fait à Pointe-Noire le ..... 28/12/2004



*le 27/09/04*

*référée*

**Société Nationale des Pétroles du Congo**  
Comparant en personne

**Requête en référé d'heure à heure**

**A**

**Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Pointe-Noire,  
statuant en matière de référé**

**Pour :**

**La SNPC, établissement public à caractère industriel et commerciale, dont le siège social à Brazzaville, 146 avenue du Général de Gaulle Boite Postale 88, agissant aux diligences de son représentant légal ;**

**Contre**

**la Société NOMEKO**

**Exposé des faits**

La SNPC a l'honneur de vous exposer que se prévalant de ce qu'elle a été saisie par les créanciers américains de l'Etat congolais, la société NOMEKO qui devait lui livrer une cargaison de 550 000 barils de pétrole, refuse de s'exécuter au motif que cette cargaison fait l'objet d'une saisie suivant la décision du Tribunal de l'Etat de Texas du 17 septembre 2004, rendant possible la saisi attributive de la dite cargaison.

Or une décision de justice rendue par une juridiction étrangère, même en présence de la renonciation par le débiteur de son immunité de juridiction et d'exécution ne peut pas s'exécuter de plein droit en territoire étranger qu'elle doit, pour recevoir exécution, être soumise à la procédure d'exéquaturée telle que prévue par l'article 299 du code de procédure civile, commerciale administrative et financière selon lequel : « sauf conventions diplomatiques contraires, les jugements rendus par les tribunaux étrangers et les actes reçus par les officiers publics ou ministériels étrangers ne sont susceptibles d'exécution sur le territoire congolais qu'après avoir été déclarés exécutoires par une juridiction congolaise qui aurais été compétente « ratione materiae » pour en connaître».

Qu'en l'espèce et sans qu'il soit nécessaire de débattre du bien fondé ou non de l'action en saisie des créanciers d'origine américaine, il y a lieu de relever que la décision sur laquelle se fonde la Société NOMEKO n'a jamais été exéquaturée et, pire, les tribunaux congolais ne sont pas encore saisis d'une demande en ce sens ; qu'il convient donc, la question de l'enlèvement de la cargaison détenue par NOMEKO étant urgente et comportant un péril certain, d'ordonner sur minute que la société NOMEKO livre à tout opérateur que lui désignera la SNPC la dite cargaison.

En conséquence de ce qui précède, la SNPC vous prie, par décision de référé d'heures en heures :

- 1- constater que les tribunaux congolais ne sont saisis d'aucune décision rendue par une juridiction étrangère et portant saisie d'une cargaison d'hydrocarbures appartenant soit à la SNPC soit à l'Etat congolais ;
- 2- dire qu'aucune décision étrangère d'une juridiction ne peut s'exécuter sur le territoire congolais sans avoir été préalablement exéquaturées par les cours et tribunaux congolais ;
- 3- qu'en conséquence, ordonner à la société NOMEKO de livrer sans délais à tout opérateur que lui désignera la SNPC, toutes les quantités d'hydrocarbures lui appartenant et détenus par elle en vertu de leur contrat de partenariat,

pour respectueuse requête.

P.D. Bruno Sébastien  
SPL P. D. ATY  
Directeur Juridique

Pour le compte de M. Bruno  
Jean Richard ITOMA  
Président Directeur Général  
de la SNPC.